# Erreur unilatérale et trading algorithmique

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

## La doctrine à Singapour

Le droit singapourien de l'erreur unilatérale repose sur l'arrêt *Chwee Kin Keong v Digilandmall*. La Court of Appeal y a jugé qu'un contrat est nul en common law lorsqu'une partie sait que l'autre se trompe sur une clause essentielle. Il peut être annulé en equity lorsque la partie qui ne se trompe pas a une connaissance présumée (constructive knowledge) de l'erreur et a agi de manière déloyale (unconscionably).[1] Quoine soutenait que les transactions de B2C2, conclues à 250 fois le cours du marché, procédaient d'une erreur de ce type. La difficulté tenait au fait qu'aucune des parties n'avait d'esprit humain au moment de la conclusion du contrat. Les deux côtés négociaient au moyen d'algorithmes déterministes qui exécutaient leur programmation sans intervention humaine.

La majorité de la Court of Appeal a jugé que, dans un tel cas, l'état d'esprit pertinent est celui du programmeur, apprécié depuis le moment de la programmation jusqu'à la formation du contrat. La question est de savoir si le programmeur, lorsqu'il a écrit l'algorithme, savait ou aurait dû savoir qu'une offre au prix en cause ne serait jamais acceptée que par une partie dans l'erreur. Une seconde question est de savoir si

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

l'algorithme était conçu pour exploiter une telle erreur.[2] Le programmeur de B2C2 avait fixé un prix de sécurité (« fail-safe ») très éloigné, de 10 bitcoins par ether, afin que son algorithme ne vende jamais pour rien si les données de marché venaient à faire défaut. Il ignorait que la plateforme de Quoine connaîtrait un dysfonctionnement conduisant à l'exécution de ces ordres. Le moyen tiré de l'erreur a donc échoué en common law faute de connaissance effective, et en equity faute de connaissance présumée et de comportement déloyal.[3] Mance IJ a exprimé une opinion dissidente sur ce point. Selon lui, le droit devrait rechercher ce qu'une personne raisonnable placée dans la situation des parties aurait compris au moment de la formation du contrat. Dans cette approche, une transaction à 250 fois le cours du marché, dans un contexte de défaillance manifeste de la plateforme, était viciée par l'erreur.[4]

## Conséquences pour les plateformes et les traders

L'opinion majoritaire constitue le droit applicable à Singapour. Trois conséquences en découlent. Une plateforme ne peut pas annuler une transaction exécutée au motif que le prix était absurde, sauf si ses conditions lui confèrent ce droit en termes clairs, intégrés au contrat. Un trader dont l'algorithme tire profit du dysfonctionnement d'une autre partie conserve ce profit, à moins que l'algorithme n'ait été écrit pour exploiter les erreurs. Enfin, les choix de conception du programmeur, y compris les prix de sécurité documentés, deviennent des éléments de preuve dans un contentieux. Les commentaires du code et les documents de conception doivent donc être rédigés en tenant compte de cette éventualité. Les plateformes ont réagi à *Quoine* en adoptant des politiques expresses relatives aux « transactions erronées » (erroneous trade) ou aux « transactions manifestement erronées » (clearly erroneous transaction), inspirées de celles des bourses traditionnelles. Selon ces politiques, les transactions conclues en dehors d'une fourchette définie autour du prix de référence peuvent être annulées dans un bref délai. De telles clauses sont exécutoires si elles ont été valablement intégrées au contrat. Elles transfèrent le risque de dysfonctionnement de la plateforme vers la contrepartie de la transaction défaillante, ce que les traders doivent savoir lorsqu'ils choisissent une plateforme.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

## Exemple

Une société singapourienne de trading pour compte propre exploite un algorithme de tenue de marché sur une bourse agréée. À 3 h 14, heure de Singapour, le flux de prix de la bourse tombe en panne pendant quatre-vingt-dix secondes. L'algorithme de la société, suivant sa logique de sécurité, achète 400 ether à 0,1 % du prix du marché à un client de détail dont l'ordre stop-loss a été déclenché face à un carnet d'ordres qui s'effondre. Les conditions de la bourse, acceptées lors de l'ouverture du compte et restées inchangées, contiennent une clause permettant d'annuler dans un délai de trente minutes les transactions exécutées à plus de 20 % du prix de référence. La bourse annule. La société n'a aucun recours. Si les conditions ne contenaient pas une telle clause, *Quoine* permettrait à la société de conserver les ether, sauf si le client de détail pouvait démontrer que le programmeur de la société avait conçu l'algorithme pour exploiter les pannes de flux. Le client de détail disposerait alors d'un recours contre la bourse pour tout manquement à ses propres obligations dans le fonctionnement du mécanisme stop-loss.

## Notes

1. *Chwee Kin Keong v Digilandmall.com Pte Ltd* [2005] SGCA 2, [30]–[80], l'affaire du prix erroné des imprimantes laser. ↩
2. *Quoine* [2020] SGCA(I) 02, [97]–[99] et [103]–[109]. ↩
3. *Quoine* [2020] SGCA(I) 02, [128]. ↩
4. *Quoine* [2020] SGCA(I) 02, opinion dissidente de Jonathan Mance IJ sur la question de l'erreur. ↩

## Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.